



Enquête de personnalité

Octobre 2019



La personne accepte-t-elle l'entretien ?

Oui

Non



Etat civil

Nom :

Nom d'usage :

Prénom :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Nationalité :

Mesure de protection judiciaire : Non

Si oui (*type*) : Sauvegarde de justice

Curatelle Tutelle

Coordonnée du curateur / tuteur :

Célibataire Concubinage Partenaire de PACS Marié Union libre

Veuf(ve) Divorcé/ séparé

Enfants :

Nom	Prénom	Age	A charge/placé

N° tél. :

Situation administrative : CNI Passeport Titre de séjour Titre provisoire

Immatriculation à la sécurité sociale : Oui Non

Mobilité :

Permis de conduire : Oui Non

Le cas échéant : suspendu/annulé :

Depuis le :

Moyens de locomotion (y compris transports en commun) :



Adresse de la personne

Propriétaire Locataire Colocataire Hébergé Sans domicile

Stabilité du logement : Oui Non

Nombre de personnes dans le logement : _____ Dont enfants (et âge) : _____

Liens avec les personnes vivant au domicile et historique de la cohabitation :

- La réalité de l'hébergement a-t-elle été vérifiée ? Oui Non
- Quelles démarches l'enquêteur a-t-il effectuées pour vérifier ou tenter de vérifier la réalité des déclarations de la personne ?
- Quelles pièces justificatives peuvent être produites (le cas échéant, les annexer ou préciser selon quelles modalités ou quels délais elles peuvent être produites au juge) ?

Le cas échéant, la personne peut-elle être logée ailleurs et dans quelles conditions ? (lieu, durée...)

Oui Non

Identité de l'hébergeant :

- La réalité de cette solution a-t-elle été vérifiée ? Oui Non
- Quelles démarches l'enquêteur a-t-il effectuées pour vérifier ou tenter de vérifier la réalité des déclarations de la personne ?
- Quelles pièces justificatives peuvent être produites (le cas échéant, les annexer ou préciser selon quelles modalités ou quels délais elles peuvent être produites au juge) ?

Réseau relationnel soutenant l'insertion (entourage, association, relations professionnelles...) :

Analyse : freins/leviers identifiés

- Pièces à fournir : photocopie de la pièce d'identité, justificatif de domicile, accord du/des maître(s) des lieux dans la perspective d'une surveillance électronique.



Antécédents judiciaires

La personne a-t-elle déjà été condamnée ?

Oui Non

A-t-elle déjà été incarcérée ?

Oui Non

A-t-elle déjà été suivie dans le cadre d'un suivi judiciaire (préciser sa nature le cas échéant)?

Oui Non

Eléments sur un éventuel suivi ou une éventuelle détention (notamment les éventuels incidents) – Préciser la source des informations et si elles ont été vérifiées :

Analyse : freins/leviers identifiés

→ Pièces à fournir : photocopie de la pièce d'identité, justificatif de domicile, accord du/des maître(s) des lieux dans la perspective d'une surveillance électronique.



Situation scolaire, professionnelle et activités

Niveau d'étude/diplôme et année d'obtention :

Situation actuelle : En emploi En formation Etudiant RQTH
 Sans activité (Inscrit au pôle emploi le.....)

Depuis combien de temps ?

Préciser (profession, type de contrat ou auto-entrepreneuriat, lieu, horaires, et toutes informations utiles) :

Mode de transport et temps de trajet :

- Les déclarations de la personne ont-elles pu être vérifiées ? Oui Non
- Quelles démarches l'enquêteur a-t-il réalisées pour vérifier ou tenter de vérifier la réalité des déclarations de la personne ?
- Quelles pièces justificatives peuvent être produites (le cas échéant, les annexer ou préciser selon quelles modalités ou quels délais elles peuvent être produites au juge) ?

Si non, perspectives d'emploi ?

Quelles pièces la personne peut-elle fournir pour justifier sa situation et ses projets ?

Utilisation du temps libre (préciser l'activité, la durée, le lieu, le mode de transport et le temps de trajet) :



Situation financière

Ressources :

Revenus liés à l'emploi

RSA

Pensions

AAH

Autres

Stabilité financière : Oui Non

Si non, préciser (factures impayées, aucune réserve financière, pas de compte en banque ou de bien de valeur)

Charges courantes :

Dettes et leur nature (banque, loyer, prêt à la consommation, dette « privée », saisies sur salaire...):

Démarches pour résoudre les dettes : Oui Non En cours

Précisions :

Analyse : freins/leviers identifiés – Impact d'une éventuelle incarcération :



Situation sanitaire

Problème de santé (physique ou mental) : Oui Non Précisions :

Prise en charge : Oui Non

Préciser la nature, la fréquence, l'antériorité, le lieu de prise en charge ainsi que le mode de transport et le temps de trajet :

Consomme de l'alcool : Oui Non

Consomme des produits stupéfiants : Oui Non

Si oui, relation au produit/à l'alcool (conséquences sur la vie quotidienne, raisons de la consommation) :

A déjà investi des démarches de soins/cures en lien avec une addiction Oui Non

Lesquelles et quand :

Ces soins ont-ils été spontanés ? Oui Non

La réalité de ces déclarations a-t-elle été vérifiée ? Oui Non

Préciser :

Semble-t-il exister un risque suicidaire ? Oui Non

Analyse : freins/leviers identifiés – Impact d'une éventuelle incarcération :



Qualité de vie

Utilisation des services et des droits (aide sociale, transport en communs, associations) :

Oui Non

Précisions :

Autonomie pour les actes de la vie quotidienne (déplacements, hygiène, alimentation, santé) :

Oui Non

Précisions :

Analyse : freins/leviers identifiés – Impact d'une éventuelle incarcération :



Avis de la personne

Si la culpabilité devait être établie et une peine d'emprisonnement prononcée, ou si la détention provisoire devait être requise, la personne souhaiterait-elle un aménagement de cette peine ou une alternative à l'incarcération ?

Oui Non

Si non, pourquoi ? Si oui, sous quelle(s) forme(s) ? Dans quelles conditions ?

Conclusions de l'enquêteur



Problématiques identifiées :

Analyse (avantages et inconvénients) des différentes mesures

Pour le CJ :

Pour la surveillance électronique (DDSE, ARSE) :

Si la personne n'est pas propriétaire de son logement ou que le bail n'est pas à son nom ou fait également apparaître le nom d'un tiers, le maître des lieux a-t-il donné son accord écrit (joindre cet accord et préciser ses coordonnées) ?

Pour le PE :

Pour la SL :

Pour le TIG :

Sursis probatoire : (l'enquêteur pouvant informer la juridiction sur les modalités possibles de la prise en charge partenariale)

Préciser les horaires de sortie nécessaires à l'exercice de ses activités par la personne pour le cas où une mesure nécessitant ces informations serait décidée

Lundi :

Mardi :

Mercredi :

Jeudi :

Vendredi :

Samedi :

Dimanche :